



Usagers et salariés de TAG :

Notre service public de
transports en commun
de l'agglomération grenobloise
menacé de privatisation !



La TAG, Transports de l'Agglomération Grenobloise, avec ses lignes de bus, de tram et ses 1450 salariés, est gérée de fait par la société privée TRANSDEV dans le cadre d'une délégation de service public du SMTC, syndicat mixte des transports en commun, représentant les élus de la Métro et du Conseil Général de l'Isère.

Déjà, depuis plus d'un an, alors que Marc Baietto, maire et conseiller général PS, préside cet organisme, les tarifs ont augmentés de 8%, la carte EMERAUDE pour les retraités est en passe d'être supprimée et la carte annuelle pour les moins de 19 ans va subir une augmentation de 18% à la rentrée prochaine.

Rappelons que dès la création du SMTC en 1973, hormis l'intermède Carignon/Descours, ce sont les communistes qui le présidaient pour le développement et l'accès pour tous des transports urbains collectifs.

Et voilà que le 23 juillet 2009, on annonce que la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), dernier organisme financier et d'investissement public va céder le contrôle de TRANSDEV, dont elle est l'actionnaire public principal, à VEOLIA, société privée multinationale du CAC 40.



Il fut un temps où la Caisse des dépôts et consignations (CDC) était appelée le « bras armé » de l'Etat. Depuis une vingtaine d'années, elle est plutôt devenue le bras des gouvernements pour désarmer l'Etat et la collectivité. Techniquement, l'opération prendra la forme d'une fusion qui permettra à VEOLIA de s'emparer de TRANSDEV sans rien déboursier. La décision vient directement de l'Elysée. Sarkozy prétend affecter à la CDC un rôle central dans son plan de « relance ». On voit lequel : aider les entreprises capitalistes les plus prédatrices à capter en France et à l'international entreprises et marchés publics.

TRANSDEV est un gros morceau, un beau cadeau. La société regroupe 46 000 salariés dont 18 600 en France où ses filiales gèrent les réseaux de tramway de Nantes, **Grenoble**, Montpellier, Mulhouse, Strasbourg, Orléans, Valenciennes et le futur tram de Reims, ainsi que 70 réseaux urbains de bus.

Depuis les années 1970, TRANSDEV est issu de l'action de développement des transports collectifs suivant un objectif d'intérêt général. Techniquement et financièrement, le secteur public, la CDC et la RATP ont ainsi constitué un bel ensemble intégré. **Ils ont fait belle la mariée pour que le pouvoir, au service du MEDEF, la livre maintenant à une multinationale.**

Cette perspective ne date pas d'aujourd'hui. Depuis des années, depuis le gouvernement Jospin, la gestion de TRANSDEV, qu'il s'agisse des conditions d'exploitation et de travail en France ou de la politique d'acquisition tout azimut à l'étranger, 60% de l'activité maintenant, obéissent à une logique de concurrence généralisée et à une stratégie de privatisation.



Cette privatisation entraînerait de nouvelles dégradations aux dépens des salariés mais aussi directement des usagers et des finances des collectivités locales qui la paieront cher. Seules comptent pour des entreprises comme VEOLIA la loi du profit, la course au marché

mondial. On observe cette évidence dans tous les secteurs où VEOLIA est actif (distribution de l'eau, ramassage et recyclage des déchets, énergie, transport).

Avec cette annonce en plein cœur de l'été, le gouvernement Sarkozy/Fillon franchit une nouvelle étape dans la marchandisation intégrale du secteur des transports urbains, en application des traités et directives de l'Union Européenne de mise en concurrence dès fin décembre 2009.

Constituer un juteux marché européen, voire mondialisé, le livrer à un oligopole de quelques grandes multinationales en asservissant les salariés des transports, les usagers et les collectivités territoriales, voilà l'objectif.

Des moyens existent pour mettre en échec ce projet et lui opposer un service public national d'entreprises publiques, municipalisées, régionalisées ou nationalisées sur la base de la coopération dans l'intérêt général (y compris, le cas échéant, au plan international)

- Dans l'immédiat, dénonçons l'opération de privatisation de la TAG par l'intermédiaire de TRANSDEV.
- De nombreuses collectivités territoriales (villes, communautés d'agglomération, régions) sont directement concernées, en tant que donneurs d'ordre de réseaux dont TRANSDEV est l'opérateur. Elles peuvent et doivent réagir contre le passage sous la coupe de VEOLIA. Mobilisons-nous pour cela !
- Dans de nombreuses villes, les luttes des agents des transports sont autant de points d'appui pour le service public. Notamment **le succès à Marseille des traminots** de la RTM qui ont empêché la mainmise de VEOLIA -transports sur le nouveau tramway et sauvé le statut de la Régie.
- **Défendons et développons nos services publics de transports** pour tous : la TAG, les VFD (en voie de privatisation de fait par le Conseil général de l'Isère) et sur le plan national, la SNCF.

Ne laissons pas VEOLIA et le CAC 40 s'emparer du transport urbain grenoblois.

Les usagers, les salariés et les collectivités locales devons payer pour que les actionnaires s'engraissent.

Une victoire par la lutte des salariés et des usagers est possible comme à Marseille, en bloquant la privatisation du tram !

TAG nous appartient a tous, ensemble rassemblons-nous !

ORGANISEZ VOTRE COLERE : ADHEREZ AU PCF !

Rejoignez les communistes de St Martin d'Hères, Poisat, Gières, Venon, Uriage

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

Retourner à PCF, 6 rue Gérard-Philippe, 38400 St Martin d'Hères, Tél: 04 76 01 81 38